

**Point de presse du porte-parole
adjoint - Gambie et
Sénégal/Déplacement de M.
Jean-Yves Le Drian
(Paris, 05 novembre 2018)**

Au point de presse de ce jour, le porte-parole adjoint a fait la déclaration suivante :

Gambie et Sénégal - Déplacement de M. Jean-Yves Le Drian (5-6 novembre 2018)

M. Jean-Yves Le Drian, ministre de l'Europe et des affaires étrangères, se rend en Gambie et au Sénégal, les 5 et 6 novembre 2018.

À Banjul, le ministre s'entretiendra avec le président de la République de Gambie, M. Adama Barrow, et marquera le soutien de la France à la consolidation démocratique dans ce pays. Notre soutien se manifestera par un engagement sans précédent de 50 millions d'euros sur 4 ans, qui fera de la France le premier bailleur bilatéral, et la signature de conventions de financement de projets dans l'agriculture et l'accès à l'eau potable. Le ministre concrétisera le renforcement de la présence française en inaugurant une nouvelle antenne diplomatique française à Banjul et en visitant l'Alliance française ainsi que le chantier de la nouvelle école française.

À Dakar, M. Le Drian s'entretiendra avec le président de la République sénégalaise, M. Macky Sall, et abordera des thèmes prioritaires du partenariat entre la France et le Sénégal. Il évoquera notamment les grands projets comme le train express régional, ainsi que les questions d'éducation et de cyber sécurité. Le ministre ouvrira, à l'occasion de ce déplacement, une formation dans le cadre de la nouvelle Ecole nationale à vocation régionale (ENVR) sur la cyber sécurité. Il signera trois conventions dans le domaine de la lutte contre les dérèglements climatiques (érosion côtière; prévention des risques d'inondations ; soutien à l'adaptation au changement climatique du Sénégal).

Le ministre participera à la cinquième édition du Forum international de Dakar sur la paix et la sécurité en Afrique et y prononcera une allocution sur les opérations africaines de paix. Il rappellera le soutien de la France à l'adoption d'une résolution sur ces opérations, en décembre, au Conseil de sécurité des Nations unies./.